L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 17 AVRIL 1879. 52me Année

DUFOUR & LIMET,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI 17 AVRIL 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Specr, au coin des rues Royale et Toulouse.—gages forfaits.

Par Vincent & Co., dans leurs salles d'encan, marchandises américaines et étrangères.

Un dernier mot sur la Quarantaine.

Nous avons vainement cherché dans les journaux qui se font, timidement, et nous pourrions dire presque honteusement, les défenseurs de la quarantaine, une réfutation des arguments que nous avons fait valoir contre cette mesure qui menace d'être si fatale à notre commerce.

Le bureau de santé, a-t-on dit, ne fait qu'exécuter la loi, mais c'est là une assertion qui n'est nullement justifiée, car l'esprit de la loi est évidemment que le bureau de santé ne puisse appliquer la quarantaine qu'aux ports infectés de la fièvre jaune. Il faut, suivant la loi, qu'il ait de bonnes raisons de croire à l'existence de la fièvre jaune dans un port avant de le mettre en interdit.

Le bureau de santé a clairement outrepassé ses pouvoirs et il a méconnu le sens de la loi quand il a recommandé au gouverneur une quarantaine générale basée uniquement sur des raisons géographiques.

En cela, le bureau pouvait un but qu'il est facile d'apercevoir. Pourquoi a-t-il fixé le délai de la quarantaine à vingt jours ? Est-ce parce qu'il croit que ce délai offre toutes les garanties désirables tandis qu'un délai de cinq ou de dix ne les offre pas ?

Nous avons une trop haute idée des connaissances scientifiques du président du Bureau qui occupe un rang si distingué dans sa profession, pour lui attribuer une pareille pensée.

Le Dr Choppin sait parfaitement qu'une quarantaine de vingt jours pas plus qu'une de quarante, ne ferait, dans l'hypothèse admise par lui, complètement disparaître le danger auquel il croit, celui de l'importation de la fièvre jaune. Il a dit lui-même, avec raison, que le seul moyen absolument sûr pour prévenir l'importation, serait la suppression complète des communications, le non intercourse.

Or, comme le bureau n'a pas le droit de proclamer la suppression absolue des communications avec les pays tropicaux, il a probablement voulu arriver au même résultat en fixant un délai assez long pour forcer la navigation à suspendre entièrement ses opérations avec les ports déclarés suspects. C'est une manière indirecte de substituer à une simple mesure de précaution prescrite par la loi, une mesure beaucoup plus radicale que les législateurs n'avaient nullement en vue.

Les membres du bureau de santé sont évidemment convaincus, nous n'en doutons pas, qu'ils agissent, pour le mieux au point de vue de la démonstration scientifique qu'ils ont entreprise, sans souci de conséquences commerciales qu'elle peut avoir, mais il n'en est pas moins vrai que leur décision ne peut trouver sa justification dans la loi actuelle. Si notre estimable gouverneur croyait lui-même que la question a ce point de vue, il eût sans doute le refusé de lancer une proclamation non légale.

Il y a donc ce qui vient d'être fait un motif puissant pour que le Nouvelle-Orléans réclame énergiquement la suppression d'un système qui menace d'anéantissement son existence commerciale.

Mais si on supprime la quarantaine, s'écrie d'une voix lamentable un de nos confrères, que va dire Popinon publique, non à la Nouvelle-Orléans où il reconnaît qu'elle est fortement prononcée contre cette mesure, mais dans le reste du pays où subsiste la peur bleue causée par la dernière épidémie ?

L'opinion publique dira ce qu'elle voudra. Est-ce que par hasard, nous devons renoncer pendant six mois de l'année à notre commerce extérieur uniquement pour satisfaire madame Popinon publique et pour ne pas heurter ou froisser des préjugés populaires fondés sur des suppositions que rien jusqu'ici n'a justifiées? Ah! si nous n'avions jamais eu de quarantaine, on serait fondé à nous dire : Ayez-en une fois en moins." Mais nous en avions une l'année dernière et ces populations nous disaient fièrement "Laissez-nous faire, ne nous entravez pas et vous allez voir comme nous arrêterons la fièvre jaune."

Nous avons laissé faire l'essai loyal de la quarantaine, nous nous sommes soumis sans murmurer à toutes les mesures mais ces mesures ont beaucoup découragé et nous ont fait perdre un bonneau de décembre et nous qu'il a pu y avoir de plus terrible qui avons eu l'œil depuis 1853. A notre avis cet essai a été concluant. Après quarante ans, nous disons "après quarantaines, nous avons le pari sur nous n'aurons ni plus ni moins de fièvre jaune d'ici à dix ans que nous en aurions avec toutes les quarantaines du monde, mais au moins nous ne mourrons pas de faim."

On nous mettra en quarantaine du côté de l'intérieur, c'est possible, mais seulement si nous avons la fièvre jaune et quand nous en aurons, ce qui ne viendra guère avant six mois. Or, comme tous ceux qui sont restés en ville l'été dernier sont acclimatés et que les autres ne resteront probablement pas, tout porte à croire non seulement que nous n'aurons pas d'épidémie mais encore que nous n'aurons peut-être pas de fièvre jaune du tout et qu'on pis aller nous n'en aurons qu'un petit nombre de cas isolés et pendant quelques semaines seulement.

Dès lors nous connaissons qu'une quarantaine extérieure de six mois qui ne prouverait rien de ce qu'on veut prouver, et qui ne peut que nuire énormément à notre commerce en immobilisant à d'autres ports les affaires qu'il était et pourrait faire dans l'avenir avec les ports mis en interdit, n'a pas une justification suffisante dans la crainte puérile d'effaroucher madame Popinon publique de dehors, dont nous devons nous attacher à dissiper les alarmes irréfléchies au lieu de les encourager.

☞ Les photographies inaltérables de M. Lambert sont admirées des connaisseurs; on peut en voir des échantillons, rue du Canal, au coin de Bienville.

Tout le monde se chasse à l'ETOILE ROUGE!

Le système ... vous, manque vos fluxions.

—Le *Daily Graphic*, de New-York, reproduit, d'après la correspondance de la *Gazette de Baltimore*, un mariage, célébré à Washington, pendant que la Maréchale de Mac-Mahon, présidait à son bonheur jusque pour son mari :

Lorsque l'armée française s'établit la campagne d'Italie, jadis de Mac-Mahon se trouva un jour auprès de l'Empereur Napoléon, au moment où elle recevait les félicitations amoncelé la victoire de Magenta.

L'Impératrice commença à lire à haute voix la dépêche de son mari ; elle contenait la liste obligeante des généraux qui avaient été tués ou blessés, et se terminait par les mots :

"Mon cœur est plein de Mac Mahon ... Mme de Mac-Mahon pousse un cri désespoir, et s'affaisse sur elle-même, à demi évanouie, mais cela fut bientôt ... et on entendait la fin de la dépêche ... elle avait été nommée maréchal de France ... Mac-Mahon."

THÉATRE DE L'OPÉRA.

LA BELLE AU BOIS DORMANT.

Tout Orléans devrait être rendu de bonne heure hier soir à l'Opéra. Il s'agissait de voir en action un charmant conte de fées avec lequel on a bercé notre tendre enfance. On devait commencer à huit heures précises disait le programme, mais les programmes proposent et l'orage dispose. Une fée méchante qu'on avait oubliée d'inviter à la fête, la fée *grêle*, a pour se venger, fait éclater dans les nues un violent orage et, en milieu d'éclairs fulgurants, a déversé sur la Nouvelle-Orléans une averse de grêlons comme on n'en avait jamais vu du printemps de louisiane, et sans l'intervention de la bonne reine Titania, l'école de l'Opéra eût été inaccessible aux acteurs comme aux spectateurs dès la fièvre.

L'orage calmé, chacun s'est acheminé dès que l'état des rues l'a permis, vers l'Opéra, dont la salle aussi être pleine comme elle l'eût été sans le contre-temps, était cependant assez brillamment garnie lorsqu'à neuf heures, l'ouverture a préludé à la représentation.

Nos lecteurs ont pu relire dimanche dans l'*Abeille* l'histoire de la "Belle au bois dormant," accompagnée de quelques indications piquantes dues à la plume d'un bon génie de nos amis. Il ne nous reste donc qu'à parler de l'interprétation faite de ce beau conte devant la foule réunie au théâtre de la rue Bourbon.

Mais on n'est pas tâche facile et au milieu des éblouissants souvenirs qui nous restent de ces scènes et de ces tableaux féeriques, nous avons peine à retrouver des détails assez précis pour donner un compte-rendu digne d'une pareille comédie. Il est évidemment que des fées aussi intelligentes que gracieuses ont dû présider à l'organisation de ces scènes, en régler les mouvements, en coordonner les groupes et en former les tableaux. Mais il a fallu aussi que leurs sujets, petits et grands, mirent à leur service beaucoup de zèle et de bonne volonté pour répondre à ce qu'on attendait d'eux, car le succès a été très grand.

Les spectateurs ont passé de ravissements en ravissements, à mesure que se sont déroulées devant eux ces scènes variées, agrémentées de mouvements harmonieusement conçus et exécutés. Rien de plus suave que le groupe des fées, rien de plus charmant que les groupes d'enfants, rien de plus original que les épisodes de la danse chinoise et de la marche des lanternes. Mais nous reviendrons sur les divers tableaux après les avoir vus une seconde fois.

On doit donner ce soir une seconde représentation des tableaux, sans accompagnement de grêlons, il faut l'espérer. Après la pantomime, on tirera dans le foyer une tombola, dans laquelle il y aura un lot pour cinq billets.

On a déjà vendu hier pas mal de billets au foyer, où des tables de rafraîchissements sont dressées par de bonnes et jolies fées qui contribuent, sous une autre forme, à la bonne œuvre, dont l'objet est de secourir l'asile des orphelins de St-Vincent. Les billets de la tombola sont à 50 cents, les rafraîchissements à des prix très modérés et les billets d'entrée à une piastre. Que chacun aille donc ce soir porter son obole à la cause des petits orphelins, en échange d'un sourire de quelque jolie petite fée, auquel s'ajoutera le bénéfice d'une prière de la sœur Agnès.

Le Médecin de la quarantaine. — Un comité de trois de la Société auxiliaire saluitaire à fait auprès du gouverneur une nouvelle démarche pour demander le remplacement du médecin de la quarantaine, le Dr Carrington. Le gouverneur a déclaré qu'il réfléchirait de nouveau, qu'il croit encore que ce médecin est capable et compétent pour remplir la position qu'il occupe.

Nous avons peine à comprendre l'insistance du comité et on s'étrécit envers le docteur Carrington un mesure parait singulièrement justifiée. La société auxiliaire eût dû choisir elle-même pour son directeur médical un médecin ayant une pratique longue et constante de la fièvre jaune, pour avoir le droit de recommander au gouverneur de faire un choix analogue pour la quarantaine.

Nous craignons qu'il y ait là une affaire de personnes plutôt que l'expression de l'opinion de la majorité de la société. On dit le docteur Carrington honnête et incorruptible, c'est beaucoup et nous comprenons que le gouverneur hésite à destituer un pareil homme.

Académie de Musique.—Ce soir, l'avant dernière représentation de la "New Cinderella," avec M. Gus. Williams dans un divertissement nouveau, et demain pour le bénéfice de Mlle Ève Rousseau, sur demande spéciale, "Robinson Crusoé." On sera bien aise de revoir cette pièce avec tous ses tableaux marqués au coin d'une couleur locale si extraordinaire. Samedi, en matinée, la "New Cinderella" et M. Gus. Williams et le même jour en soirée les "Bébés dans le bois."

—Nous publions les annonces dans nos colonnes pour de l'argent, et rarement nous prenons la peine de nous renseigner sur les qualités ou mérites des marchandises, autrement que pour nous assurer qu'elles sont légitimes et respectables. Mais quand un article fait des miracles, qu'il transforme les vieillards en jeunes gens, en apparence du moins, nous ne pouvons pas n'en rien dire. Nous connaissons des gens qui, il y a des années, avaient des cheveux gris et qui maintenant ont des cheveux noirs et lustrés. Comment cela s'est-il fait? Il est évident que ce n'est pas de la teinture, car cela paraît parfaitement naturel et nous ne connaissons aucun homme ni aucune femme teintures. Non! Les cheveux ont été rendus à leur teinte de jeunesse, à leur lustre et vitalité par l'usage de cette merveille des merveilles le "Ball's Vegetable Sicilian Hair Renewer." Il a nommé d'imitateurs, mais il n'y a rien qui le vaille. L'épreuve des années augmente seulement sa réputation, pendant que ces imitateurs meurent et sont oubliés.

Ne pas se chausser à l'ETOILE ROUGE c'est vouloir être mal chaussé.

Si jamais je cesse d'aimer !.... Quoi ! ... les fées dînent.

— Nous lisons dans *l'Union de Los Angeles* :

Près de Coyotte House, dit le "Star," demeure une grosse femme qui pèse 400 livres. Elle est âgée de soixante-quinze ans, et commence à perdre de sa chair. Elle était très courte et récemment encore elle avait l'apparence d'une boule de chair car elle est aussi large que longue. Elle s'appelle Dona Lucia et appartient à la tribu des indiens San Luis Rey.

— Dimanche dernier, dans l'établissement de M. A. Reuden, près de la station de la Puente, M. Louis Delinotte, un français très anciennement connu ici, dans une discussion avec un nommé Alvitra, se laissa aller à le traiter d'Indien : celui-ci furieux, saisit son pistolet et lui en tira un coup en pleine poitrine. Delinotte est encore la force d'aller sur un voiture prendre son revolver et d'en tirer deux coups sur son agresseur. Leurs amis communs intervinrent alors. La blessure de M. Delinotte est mortelle et son agresseur n'est pas dans une meilleure position.

—M. Francis Fanon, de Bordeaux a expédié jeudi de Los Angeles en destination directe de Bordeaux et Paris un chargement de quarante mille onces troyes d'amarges et de cerises. Les grappes doivent être emballées et finies par être arrivées à Paris où elles seront vendues en France où paraît-il est arrivé cette année la récolte. Si cette opération réussit, d'autres suivront certainement. Cette opération devrait être fructueuse, car les fruits secs sont rares et chers en France.

—Un mot bien naïve, dans la bouche d'un soldat.

Un général visitait une redoute qu'il venait de faire élever sur un point dont la défense lui paraissait très importante.

—Impossible à prendre ! ... pas même par la ... C'est ... ne plus ... nous pourrons y passer nous-mêmes !

L'AMNISTIE.

La loi d'amnistie partielle votée le 3 mars dernier investit le Président de la République du droit de grâce à l'égard des condamnés par contumace pour faits insurrectionnels. Pour apprécier quels sont, parmi les condamnés de cette catégorie, ceux qui peuvent être signalés à la surveillance du chef de l'Etat, le garde des sceaux, ministre de la Justice, a besoin d'être exactement renseigné :

1° Sur leur état civil qui permettre de vérifier s'ils ont ou non des antécédents judiciaires ;

2° Sur la conduite qu'ils ont tenue à l'étranger depuis qu'ils ont quitté la France.

Les personnes qui désirent profiter des dispositions de la loi du 3 mars 1879 sont invitées à faire devant le consul de France la déclaration d'état civil nécessaire pour que leur situation puisse faire en France l'objet d'un sérieux examen.

Nous croyons utile de reproduire le texte officiel de la loi d'amnistie, d'après le *Journal officiel* du 5 mars :

LOI SUR L'AMNISTIE PARTIELLE.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté, Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1er.—L'amnistie est accordée à tous les condamnés pour faits relatifs aux insurrections de 1871 et à tous les condamnés pour crimes ou délits relatifs à des troubles politiques, qui ont été et seront libérés ou qui ont été et seront graciés par le Président de la République dans le délai de trois mois après la promulgation de la présente loi.

Art. 2.—Les peines prononcées par contumace pour les mêmes faits pourront être remises par voie de grâce.

Art. 3.—A partir de la promulgation de la présente loi, la prescription sera acquise pour faits relatifs aux insurrections de 1871, qui n'auront pas encore été l'objet de condamnations contradictoires ou par contumace.

Art. 4.—A dater de la notification des lettres de grâce entraînant virtuellement l'amnistie, le condamné qui sera rentré en France ne jouira plus du bénéfice de l'article 476 du Code d'Instruction Criminelle.

Art. 5.—La présente loi ne sera pas applicable aux individus qui, indépendamment des faits qu'elle prévoit, auront été condamnés contradictoirement ou par contumace pour crimes de droit commun ou pour délits de même nature ayant entraîné une condamnation à plus d'une année d'emprisonnement.

Voici le texte du projet de loi portant ouverture au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1879, d'un crédit de 300,000 fr. à titre de fonds d'emprunt. Après la pantomime, on tirera dans le foyer une tombola, dans laquelle il y aura un lot pour cinq billets.

On a déjà vendu hier pas mal de billets au foyer, où des tables de rafraîchissement sont dressées par de bonnes et jolies fées qui contribuent, sous une autre forme, à la bonne œuvre, dont l'objet est de secourir l'asile des orphelins de St-Vincent. Les billets de la tombola sont à 50 cents, les rafraîchissements à des prix très modérés et les billets d'entrée à une piastre. Que chacun aille donc ce soir porter son obole à la cause des petits orphelins, en échange d'un sourire de quelque jolie petite fée, auquel s'ajoutera le bénéfice d'une prière de la sœur Agnès.

Exposé des motifs.

Messieurs,

Au moment où les personnes appelées à bénéficier de la loi d'amnistie vont se présenter aux nos frontières, l'administration a dû se préoccuper de la situation de celles qui, dénuées de toutes ressources, ne pourraient se rendre à leurs frais dans leurs foyers.

Une circulaire du 10 mars a invité les préfets à délivrer des réquisitions de transports sur les chemins de fer et les secours de route réglementaires à tous les amnistiés qui en feraient la demande.

Les personnes visées par la loi du 3 mars dernier peuvent être rangées dans deux catégories :

Celles venant de la Nlle-Calédonie.

Et contenant ou les bannis venant de tous les pays étrangers où ils s'étaient réfugiés.

Le nombre des individus à secourir compris dans la première catégorie ne sera pas inférieur à 2,003, et les frais occasionnés par le transport jusqu'à leurs foyers peuvent être certainement évalués à 134,201 fr., en calculant la dépense à raison de 67 fr. par individu, moyens de transport et frais de route compris.

Il est plus difficile de se rendre un compte précis de la dépense à laquelle donneront lieu les individus de la seconde catégorie, dont le nombre ne sera pas exactement connu avant deux mois ; on croit pouvoir affirmer cependant que l'administration aura à pourvoir au transport de 11,500 contumax admis à jouir de l'amnistie. La dépense pour chaque personne comprise dans cette catégorie sera variable et dépendra de la longueur du trajet à parcourir par les voies ferrées.

On est cependant fondé à croire, en prenant une moyenne, que les frais de transport réunis des deux catégories atteindront une somme de 235,000 fr. en chiffres ronds. Si l'on ajoute à cette somme une provision de 65,000 fr. destinés à couvrir des dépenses imprévues, cas de maladie, secours indispensables en vêtements que des raisons d'humanité imposeront en certains cas, on arrivera à évaluer qu'une somme de 300,000 fr. est strictement nécessaire pour mettre immédiatement les préfets en mesure d'assurer l'exécution des instructions qu'ils ont reçues.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer d'ouvrir au ministre de l'intérieur et des cultes, chapitre XLII, exercice 1779, un crédit de 300,000 fr.

Projet de loi.

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, exercice 1879, chapitre XLII, un crédit de 300,000 fr. pour frais de transport et secours de route destinés aux personne indigentes graciées ou amnistiés en vertu de la loi du 3 mars 1879.

Art. 2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1879.

—Voici, d'après le *Frondenblatt*, avec quelle large générosité la famille Rothschild est venue en aide aux malheureux habitants de Szegedin :

En outre de la somme de 5,000 florins que le baron Albert de Rothschild a fait parvenir dès qu'il a appris la terrible catastrophe de Szegedin, le baron Albert a fait remettre encore 5,000 florins au ministre président Tisza. De même de son côté, le baron Rothschild de Paris a envoyé 20,000 fr. et la maison Rothschild de Francfort, 10,000 marcs.

L'esprit chevaleresque des Hongrois se ravive au présage de l'immense désastre de Szegedin. Le *Kosso* raconte qu'à Bada-Pesth il s'est formé une association de jeunes gens de bonne famille qui s'engagent à ne marier exclusivement avec des demoiselles sauvées du naufrage de Szegedin.

Plus tard, quand les tristesses consciencées par le désastre auront cessé, on pourra trouver dans un de ces mariages le sujet d'une charmante comédie.

L'ETOILE ROUGE coin Canal et Baronne.

Toujours préparée ; on n'a pas à les entre blessées.

— Les journaux de Bordeaux racontent avec détails une tentative de suicide qui a eu lieu mardi à Bordeaux, dans un débit de tabac situé sur le cours de Pintendance, et qui est sous par deux jeunes femmes très bien vêtues, suivies par les jeunes gens du *high life* :

Mardi matin, dit la *Gironde*, le débit de tabac était encore fermé quand la bonne revint de faire des courses. Elle pénétra la police, et, lorsqu'on ouvrit la porte de l'appartement, on vit deux jeunes femmes vêtues de blanc et étendues sans mouvement par le lit. La chambre était remplie de plantes et de fleurs, violettes de Parme et camélias, et toute répandait dont deux brûlaient encore. La table était mise et l'on y voyait les restes d'un dîner : bonbons, dessert, vins, mayonnaise, orangeade, vin de Champagne, etc.

Le commissaire de police ouvrit les fenêtres.

Les deux jeunes femmes n'étaient pas mortes ; mais on n'eut qu'à voir deux heures de soins qu'on eut recours à l'art médical pour les rappeler à la vie qui sortirent de temps lorsque l'appel des pompes de désespoir ; elles paraissent âgées de vingt par la jeunesse.

La plus jeune est à peu près remise ; l'autre se rétablira malgré probablement.

On ne paraît en conséquence sur les motifs de la tentative de suicide. La version la plus accréditée l'attribue à la jalousie de la plus jeune des deux femmes.

L'attaché se serait décidée, par sentiment pour ce sexe, à partager son sort.

L'ETOILE ROUGE est maintenant rue du Canal, coin Baronne.

Je suis fatigué de la monotonie que je prends, Lumière de Bordeaux.

RÉUNION DE CONSEILS AGRICOLES DE FRANCE. — Samedi, a eu lieu, comme nous l'avons déjà dit, au Grand-Hôtel, à Paris, la réunion préliminaire des conseils agricoles de France, présidée par M. Estancelin, président du conseil agricole de Dieppe.

Cette réunion n'avait pas de caractère politique : plusieurs députés appartenant à la gauche l'avaient promis en venant y assister. Plus de 400 agriculteurs et agronomes avaient été convié. Aux places réservées on remarquait : MM. l'amiral de Montaignac, général d'Andigné, général Robert, Le Gentil, de Pontes, de Kerdrel, Daru, Baffet, marquis d'Andelarre, Ancel, Raoul Duval, de Kerjégu, du Moustier, de Soland, de Parrochel, Aimond-Duperron, Philippe-teaux, Lavois, Marc Dubant, Pinchet, Marsiage, marquis de Mirasson, marquis de Dampierre, prince Victor de Broglie, Benoist d'Azy, Redabyre-Peyralis, marquis de Lezay, Bezeux, Blavoyer, marquis de la Guiche, Drée, Lavallaint du Doubt, de Saint-Victor, de la Germonière, Denys, d'Audiffret-Pasquier, Cochin, de Champvans, etc.—M. Estancelin présidait.

L'assemblée, à l'unanimité, moins 4 voix, a voté contre les conclusions des traités de commerce et adopté les résolutions des comités de la Seine-Inférieure demandant :

"Qu'aucun traité de commerce ne soit conclu ou renouvelé et que les tarifs généraux soient établis sous forme de loi ;

"Qu'on applique le produit des taxes douanières à une réduction des impôts indirects qui frappent les objets de consommation, notamment le sucre et les boissons ;

"Que l'agriculture soit l'objet de mesures protectionnistes comme l'industrie ;

"Que tous les produits agricoles étrangers soient soumis à un droit compensateur égal à la différence qui existe entre les frais de production en pays étrangers et ceux existants en France, et il a invité quelques-unes des personnes présentes à le renseigner sur la situation agricole de chaque région.

M. de Kerjégu, député des Côtes-du-Nord, a pris le premier la parole, et M. Grévy l'a écouté avec la plus bienveillante attention.

M. de Hazt, de Pelcourt, d'Andelarre, etc., etc., ont exposé leurs vues, et une conversation générale s'est engagée.

Avant de terminer ces conférences, M. le Président de la République a déclaré en termes exprès : "qu'aucun traité de commerce n'était sur le point d'être signé, et qu'aucun ne serait signé avant d'être soumis à l'entière et libre discussion des Chambres." Cette déclaration a été accueillie avec une grande faveur, et les délégués se sont retirés enchantés de l'accueil qu'ils ont trouvé auprès de M. Grévy.

Ils ont été porter compte à M. le ministre de l'agriculture et du commerce les résolutions qu'ils venaient de faire connaître à M. le Président de la République.

—Le centre-amiral Amman, qui doit représenter la marine américaine dans la convention convoquée à Paris pour examiner la question du canal interocéanique, partira pour la France vers le 25 de ce mois. Il sera accompagné par M. Menocal, ingénieur civil, qui a participé aux explorations de 1873-74 en Nicaragua.

Toulouse, 30 mars—Résultat du scrutin de ballottage pour la nomination d'un conseiller municipal pour Toulouse-centre :

Inscrits, 11,317.—Votants, 6,829.—MM. Amilhau, libéral, 2,992 voix (élu) Fbiot, maire, 2,716 ; Esquié, 1,123.

—En police correctionnelle :

Le président, après avoir interrogé sur son état civil un prévenu arrêté sous inculpation d'escroquerie, lui demande, suivant la formule :

—Vous n'avez jamais été condamné ?

—Pas encore, monsieur le président.

—Eh bien, asseyez-vous et attendez.

C'est toujours à l'ETOILE ROUGE que les gens de bon goût se chaussent.

Spécialité en fait de plumes d'oies vivantes, en crins, remontoir pour lits, matelas, fonds à ressorts, à très bas prix, à l'ancien magasin de meubles de J. B. Hubbard, coin Esmarte et Perdido.

Avez-vous jamais mangé une salade de thés dînes ?

Avis à ceux qui désirent à la Nouvelle-Orléans Sauvage Exposition.—Toute personne désirant avoir un ou des billets doit s'adresser au comité d'exécution, qui siège tous les jours pour la présente saison, dans le bureau de M. Morgan Ball, rue Carondelet, 4e étage.

Avis à ceux qui désirent à la Nouvelle-Orléans Sauvage Exposition.—Toute personne désirant avoir un ou des billets doit s'adresser au comité d'exécution, qui siège tous les jours pour la présente saison, dans le bureau de M. Morgan Ball, rue Carondelet, 4e étage.

J. H. OGLESBY,
Wm. C. BLACK,
Secrétaires.

15 avril—et 16 mai.

LIQUIDATION
LIQUIDATION !
CHAUSSURES !
Chaussures ! Chaussures !
Le stock immense et varié de la
Maison Ste-Anne
Vendu sans réserve ou limites,
Au coin Royale et Ste-Anne.
Chaussures de tous genres et les plus belles des premières manufactures de
BOSTON,
NEW-YORK,
CINCINNATI,
ROCHESTER
Et PHILADELPHIE.
Les célèbres Chaussures d'ALBANY ne se trouvent qu'au
COIN ROYALE & STE-ANNE.
VENEZ TOUS !
NE VOUS TROMPEZ PAS.
Profitez ! Profitez ! Profitez du
GRAND RABAIS
50 pour 100 meilleur marché que PARTOUT AILLEURS.
CHEZ
E. ANGAUD,
AU COIN ROYALE & Ste-ANNE
17 avril—

PHARMACIE GÉNÉRALE
Au coin des rues Chartres et St-Philippe
CETTE pharmacie, qui vient d'être montée avec un soin minutieux, possède un stock complet de
MÉDICAMENTS DE CHOIX.
Les propriétaires y sont installés à des conditions d'une économie inconnue jusqu'à ce jour, la nuit comme le jour, à remplir les formules de MM. les médecins.
Grand assortiment de MÉDICAMENTS PATENTÉS.
12avril—

Vaccination.
Mme GAGNANT et BAUDOT, accoucheuses reçues à la faculté de médecine de Paris et de Mme Delaporte, continuent à se rendre au public et aux Dames de leur clientèle en particulier qu'elles vaccinent tous les MERCREDIS, à 10 heures du matin, aux Bureaux Nos. 107 et 109, entre Dauphine et St. Anne.
11 mars—Sm. Mar. J. D.

Mme VERGEZ,
SAGE-FEMME,
CONTINUE à s'occuper de la pratique de sa profession. Elle porte toujours au sein de ses nombreuses malades de l'intérieur, Consultations tous les jours, de midi à 2 heures, à son domicile, rue Royale 188. Sa nombreuse clientèle peut prévenir qu'elle voudra tous les lundis, à midi.
Lundi—1m—D Mar J

Cotton seed meal Distributors.
(Seconde manufacture superphosphate qui ait été ouverte.)
WAGONS, CHARRETTES, BROUETTES,
Gérance d'usines de Bodley (en article spécial).
BODLEY BROTHERS,
20 mars—1m 127 rue de la Commune.

La santé de la ville.
Appel aux citoyens de la Nlle-Orléans.
La Société sanitaire auxiliaire de la Nouvelle-Orléans est ouverte en douceur. Son but est de venir en aide à l'œuvre de Bureau de Santé et des autorités sanitaires de l'Etat, en cas de besoin. Les membres du comité de la Nlle-Orléans ont déjà fait leur devoir, et il a invité quelques-unes des personnes présentes à le renseigner sur la situation agricole de chaque région.
Cette réunion n'avait pas de caractère politique : plusieurs députés appartenant à la gauche l'avaient promis en venant y assister. Plus de 400 agriculteurs et agronomes avaient été convié. Aux places réservées on remarquait : MM. l'amiral de Montaignac, général d'Andigné, général Robert, Le Gentil, de Pontes, de Kerdrel, Daru, Baffet, marquis d'Andelarre, Ancel, Raoul Duval, de Kerjégu, du Moustier, de Soland, de Parrochel, Aimond-Duperron, Philippe-teaux, Lavois, Marc Dubant, Pinchet, Marsiage, marquis de Mirasson, marquis de Dampierre, prince Victor de Broglie, Benoist d'Azy, Redabyre-Peyralis, marquis de Lezay, Bezeux, Blavoyer, marquis de la Guiche, Drée, Lavallaint du Doubt, de Saint-Victor, de la Germonière, Denys, d'Audiffret-Pasquier, Cochin, de Champvans, etc.—M. Estancelin présidait.
L'assemblée, à l'unanimité, moins 4 voix, a voté contre les conclusions des traités de commerce et adopté les résolutions des comités de la Seine-Inférieure demandant :
"Qu'aucun traité de commerce ne soit conclu ou renouvelé et que les tarifs généraux soient établis sous forme de loi ;
"Qu'on applique le produit des taxes douanières à une réduction des impôts indirects qui frappent les objets de consommation, notamment le sucre et les boissons ;
"Que l'agriculture soit l'objet de mesures protectionnistes comme l'industrie ;
"Que tous les produits agricoles étrangers soient soumis à un droit compensateur égal à la différence qui existe entre les frais de production en pays étrangers et ceux existants en France